

gouvernement de les adopter. Son plan était de l'appliquer, et d'en accentuer, au fur et à mesure que cela deviendrait possible, les caractères centralistes. L'essentiel pour lui était d'organiser l'administration et de la centraliser fortement. Un constitutionnalisme modéré et une certaine autonomie étaient compatibles avec ce programme. Avec des libertés chichement dosées et une puissante machine administrative à la Napoléon, Stadion comptait arriver à créer l'unité autrichienne. Comme Bach, il était attiré par le libéralisme doctrinaire, par les institutions de la monarchie de juillet. Il eût volontiers refondu l'Autriche sur le modèle de la France ; il avait laissé, pour la forme, subsister les gouverneurs de province ; mais ils étaient réduits au rôle d'organes de transmission de la correspondance entre le ministre et les présidents des cercles, sorte de préfets, ses subordonnés directs. Sitôt les nouveaux rouages mis en bonne marche, et le public habitué à leur fonctionnement, gouverneurs et provinces auraient disparu ¹. Mais Stadion n'eut point le temps d'aborder même l'exécution de son plan : la maladie le contraignit à se retirer, et l'idée constitutionnelle en Autriche reçut un coup terrible lorsque son portefeuille échut à son collègue de la justice, Bach.

Dans le ministère Schwarzenberg, Bach avait d'abord représenté par excellence l'élément constitutionnel. Windischgrätz s'était scandalisé de voir au gouvernement ce révolutionnaire ; mais Stadion tenait à sa nomination et avait convaincu Schwarzenberg. Bach, par son passé même, était le garant du cabinet devant l'opinion, qui déjà le soupçonnait de vues réactionnaires. Il avait conquis la faveur de la cour en septembre, lors de la discussion sur la Hongrie au Parlement de Vienne, en défendant l'unité de la monarchie assez énergiquement pour faillir en octobre partager le sort de Latour. Il n'avait certes pas encore, en juin 1849, répudié les idées libérales de son passé, et fait son deuil du système constitutionnel. La circulaire qu'il adressa aux gouverneurs, en prenant possession de son nouveau portefeuille, et qu'il est difficile de considérer comme un amas de mensonges, le montre animé d'idées modernes. « Les fonctions administratives ne doivent plus être un simple gagnepain, mais des postes de confiance publique et d'action ; le fonctionnaire ne doit plus chercher à se signaler en s'isolant rigoureusement des citoyens, mais en étendant le cercle de ses devoirs et en accomplissant toute sa mission. » Le gouvernement est fidèlement dévoué aux institutions constitutionnelles, dont il attend

1. *Gegenwart*, XI, 311.